

Un an au Conseil Municipal



Le bilan de vos élus de gauche et écologistes

Logement et Urbanisme: p.2 & p.3

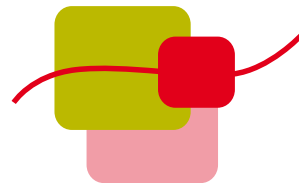
Crèches, Écoles, Loisirs: p.4 & p.5

Démocratie et Solidarité: p.6

Budget et Fiscalité: p.7

L'équipe: p.8

FORCE D'OPPOSITION, FORCE DE PROPOSITIONS



Madame, monsieur,

Nous nous étions engagés à rendre des comptes. C'est ce que nous faisons avec ce bilan de notre première année de mandat municipal.

Notre parti pris, être une opposition constructive, ferme sur les principes que nous défendons, précise sur la compréhension que nous avons de l'évolution de notre ville et soucieuse de répondre à vos préoccupations.

Nous avons été aux côtés des Courbevoisiens pour réclamer plus de transparence. Nous avons ainsi soutenu les demandes de clarification des habitants de La Défense qui se demandent aujourd'hui ce qu'ils vont devenir. Nous avons soulevé la question de l'aménagement du centre commercial de Charras. Nous avons dénoncé l'opacité qui règne sur les conditions d'attribution des places en crèche et des logements sociaux.

Nous avons également combattu les hausses tarifaires, soutenu l'instauration du quotient familial -il était temps- et préconisé son élargissement aux activités périscolaires. Nous considérons qu'il faut, en période de crise, aider les associations qui interviennent en faveur des plus démunis. À ce titre, la modique somme de 500€ versée en 2008 aux Restos du cœur ne peut pas correspondre à l'ampleur des besoins.

Nous avons accordé une attention toute particulière à la qualité de vie dans nos écoles (la ville dépense 500€ par enfant en moyenne contre plus de 1200 euros à Pantin), dans les crèches et autres équipements municipaux, où les capacités d'accueil sont insuffisantes, car la mairie n'a pas su anticiper la très forte progression du nombre d'habitants en l'espace de 10 ans.

La question du manque d'accessibilité, nous l'avons également soulevée pour les personnes handicapées dans la perspective des prochaines obligations réglementaires. Là encore l'urgence prévaudra par manque de prévision et cette urgence aura un coût. À l'heure où les perspectives d'évolution du budget de la ville invitent à plus de rigueur, **un recentrage sur les priorités et un véritable travail d'évaluation des besoins à un horizon de 10 à 15 ans sont nécessaires.**

Pour notre groupe, chaque euro compte. C'est à ce titre que nous nous sommes opposés au projet pharaonique du centre de loisirs présenté comme la mesure phare du programme de l'actuelle majorité pendant la campagne des municipales. C'est pour cette raison également que **nous avons dénoncé les dépassements trop importants des enveloppes budgétaires,** le recours abusif aux cabinets d'études et de conseil, les subventions trop généreusement accordées dans certains cas (90 000 € jetés par la fenêtre pour une seule association sans retombée pour la ville).

L'exigence de transparence, le devoir de solidarité et la bonne gouvernance constituent autant d'invitations à projeter nos choix dans une vision à long terme portée par une politique écologique effective et une démocratie participative réelle dans le cadre de conseils de quartier résolument ouverts à tous les habitants. Tel est le sens de notre action et vous pouvez compter sur nous, comme nous comptons sur vous !



Jean André LASSERRE
Conseiller municipal

Président du groupe Une autre ambition pour Courbevoie

Logement & Urbanisme

**Anthony
KLEIN**



Conseiller municipal en charge du logement et de l'urbanisme

La rénovation de La Défense 1 doit se faire avec ses habitants

Depuis deux ans, à chaque MIPIM (Salon international de l'Immobilier de Cannes), au mois de mars, les habitants de La Défense 1, comme les autres Courbevoisiens, apprennent à quelle sauce on va manger leur quartier.

L'année dernière c'était dans le cadre du concours de la tour Signal, une imposante tour en forme de H dessinée par l'architecte Jacques Ferrier, cette année ce sont deux tours et trois bâtiments complémentaires sur un périmètre considérablement élargi qui sont dévoilés par l'atelier Foster. Malgré la crise financière, le promoteur russe Hermitage n'y va pas de main morte avec les deux tours les plus hautes d'Europe (323 m) et la promesse de la couverture du Quai Paul Doumer (RD7).

Des zones floues

Son président-directeur est pourtant resté dans le flou lors de la présentation à Cannes : selon lui, l'ensemble atteindrait plus de 2 milliards d'euros. Les concepteurs et les services de la ville restent vagues sur les équipements précis qui y prendront place, les superficies respectives des bureaux, hôtel et appartements de grand luxe; il en va de même sur le calendrier du chantier: il est « prévu » que les travaux commencent fin 2010. La livraison aurait lieu en 2014.

Le hic, c'est que pour construire ce projet pharaonique de grand luxe, il faudra déloger puis reloger plus de 200 familles locataires de logements sociaux et intermédiaires.

Le Maire a rappelé plusieurs fois en Conseil Municipal et en réunion publique son attachement à la réalisation de ce projet. Peut-être est-ce dû au soutien étonnant que le Ministre de la relance, qui est aussi Président de l'EPAD, apporte également à ce projet qu'il a co-présenté au MIPIM...

Du grand luxe à la place des logements sociaux

En ce qui nous concerne, notre position est claire. Il n'est pas acceptable qu'un projet de très grand luxe laisse sur le pavé 200 familles.

Il n'est pas non plus acceptable que ce type de projet puisse être conduit sans étude préalable sur la faisabilité économique d'une telle offre dans la crise immobilière. Nous ne prendrons pas le pari de l'incertitude et du risque sur 4, 5 ou 6 ans de voir les habitants de La Défense 1 confrontés pour les uns à l'attente d'un relogement, pour les autres à l'impossibilité de vendre leurs appartements et pour tous à un chantier qui ne pourrait plus se faire.

Notre soutien aux habitants

Si l'on veut rénover La Défense 1, il faut le faire en respectant les droits élémentaires des personnes qui y vivent et réfléchir sur un projet organisé et structuré qui maintienne la mixité sociale et économique, rénove les immeubles de la totalité du périmètre de la zone et les équipements existants, crée d'autres équipements (dont notre ville souffre d'un réel déficit); tout cela au profit de tous et non de quelques privilégiés capables d'acheter des appartements à plus de 15 000 € le m²!

Pour la transparence dans les attributions des HLM

Inlassablement, le groupe « Une autre ambition pour Courbevoie » se bat pour imposer une transparence complète dans l'attribution des HLM à Courbevoie. Nous avons imposé par exemple un membre de notre groupe, Anthony Klein, au conseil d'administration de l'Office Public de l'Habitat. Il est votre relais pour toutes les affaires qui touchent au logement social.

La mairie de Courbevoie contrôle près de 70 % des attributions de HLM sur la commune. Nous avons demandé une parfaite transparence dans les attributions par la présence de personnalités issues du secteur associatif indépendant ou de l'opposition municipale. Cette demande a été rejetée. Pourtant, des villes comme Neuilly ou Nice pratiquent cette naturelle transparence.

« Un but social dévoyé »

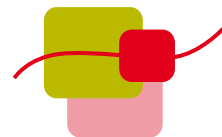
Cette transparence serait bien utile. Un organisme aussi peu révolutionnaire que la MILOS (Mission Interministérielle d'Inspection du Logement Social) a publié en 2008 un rapport accablant, parlant de

«but social dévoyé». Elle pointe par exemple que 28 % des occupants ont des revenus supérieurs à 100 % du plafond et que seulement 16 % des emménagés récents sont bénéficiaires de l'aide au logement alors que la moyenne régionale est de 37 %. La MILOS note par exemple l'attribution récente d'un logement à un demandeur dépassant de 65 % le plafond ! Le rapport demande que l'Office recentre son activité sur les populations les plus fragiles et les plus menacées.

Aucune création de logement social depuis 1990 !

Une centaine de nouvelles demandes de HLM arrive chaque mois à l'Office Public de l'Habitat. 2500 demandes restent en souffrance. Or, le nombre de logements (4146) n'a pas évolué depuis 1990, période qui a pourtant vu le marché de l'immobilier se tendre violemment dans notre région. Nous demandons la mise en place d'une mission de suivi social. En effet, mieux connaître les habitants du parc HLM permettrait de gérer ce parc au mieux, aussi bien dans les attributions que dans la mise en place des surloyers, grâce à un conventionnement adapté aux situations sociales des habitants. Cette opportunité, ouverte depuis 2 ans, n'a pas été utilisée. Nous regrettons que les changements multiples de la gouvernance de l'OPH ces derniers temps aient empêché l'office de Courbevoie de conduire cette réflexion indispensable. La Présidence et la Direction ont géré le dossier au jour le jour sans prospective. Notre groupe maintiendra une forte pression pour obtenir plus de transparence dans les attributions avec une définition précise des critères de sélection des demandeurs, le respect de l'antériorité des inscriptions, un accroissement significatif du parc et un meilleur suivi social.





La mairie présente Courbevoie comme une ville sans histoires. Pourtant, de lourds dossiers courbevoisiens défraient l'actualité. La démolition programmée de logements sociaux au profit de constructions luxueuses, un parc HLM mal géré... Sur ces dossiers, mais aussi sur celui de La Défense et de Charras, Une autre ambition pour Courbevoie réclame **PLUS DE RIGUEUR ET DE TRANSPARENCE.**

La Défense : pour en finir avec l'opacité

Notre groupe a eu l'initiative de mettre en place une Mission d'Information et d'Évaluation de La Défense. Nous jugeons en effet que l'opacité règne actuellement sur ce dossier essentiel pour l'avenir de notre ville. Les habitants de Courbevoie ont pourtant le droit de comprendre les enjeux réels du quartier de La Défense par rapport à l'avenir économique et humain de notre ville et de notre région.

Grâce au rapport final de la mission d'information et d'évaluation dont nous avons obtenu la mise en place, les habitants de Courbevoie pourront donc obtenir les informations sur toutes les conséquences pour la ville de La Défense :

- en urbanisme, avec l'intégration de La Défense dans le PLU;
- en finances, avec les effets sur le budget de l'entretien de La Défense;
- en pression fiscale, avec les conséquences budgétaires des opérations de démolition/reconstruction, l'effet sur la taxe



professionnelle sur la taxe sur le foncier bâti et sur la taxe d'habitation;

- en environnement, avec les autorisations nécessaires de permis de construire pour les transports en commun, les équipements publics, les installations de production et de transport de chauffage;
- en économie, notamment l'évaluation des retombées du classement de La Défense en « zone touristique »;
- en affaires sociales, avec les conséquences du plan de relance sur les habitants du quartier.

Le périmètre de La Défense change

La moitié de La Défense fait partie intégrante de Courbevoie. Sa rénovation peut offrir à notre ville autant d'avantages que d'inconvénients. Les modifications de la gouvernance du site avec la mise en place d'un partage entre l'aménageur (l'EPAD)

et un nouveau gestionnaire des espaces publics (l'EPGD) auront des conséquences non négligeables sur les recettes et les dépenses de la ville. Les modifications du périmètre de l'établissement public, avec un pilotage commun de l'EPAD (sur Courbevoie et Puteaux) et de l'EPASA (sur Nanterre), entraînera des modifications importantes sur la partie nord de la ville.

Les habitants ont droit à l'information

Le renforcement de la construction de bureaux et l'accroissement du nombre de salariés abrités dans les tours auront un impact sur des transports en commun déjà engorgés. Autre conséquence: la forte augmentation de demandes de logements de proximité, et donc accroissement inéluctable des prix en créant une forte pression foncière.

Nous ne sommes pas opposés à un plan de renouvellement de La Défense mais nous voulons que celui-ci soit conduit non dans la précipitation mais sur la durée. Nous demandons un phasage des travaux qui permette d'associer les problèmes de transport, la mixité entre les bureaux et l'habitation ainsi que le maintien sur Nanterre d'activités créatrices d'emplois autre que tertiaires. Dans notre bassin d'emploi, tout le monde ne peut pas être salarié d'un grand groupe.

Un plan de renouvellement doit également être analysé dans le cadre plus général des pôles régionaux et d'un meilleur équilibre du développement de l'Île de France.

Quelques mois après avoir célébré les 50 ans de La Défense, nous souhaitons que cette mission soit un outil qui permette de mesurer et de comprendre tous les impacts possibles de La Défense sur notre ville. Pour la première fois dans l'histoire de Courbevoie, nous permettons aux habitants d'accéder à des informations essentielles pour leur avenir, informations qui n'étaient jusque là jamais débattues.



Le marché couvert de Charras... bientôt un souvenir?

QUEL AVENIR POUR CHARRAS?

Les habitants de Courbevoie, comme les élus de l'opposition, ont découvert avec surprise dans *l'Express*, une maquette décrivant le futur centre commercial. Déjà à l'occasion de la présentation du projet de Plan Local de l'Urbanisme (PLU), notre attention avait été attirée par un élargissement du périmètre de constructibilité à la périphérie du centre.

Tout démontre que ce projet confié à un opérateur privé qui rachète actuellement les commerces aura un impact important sur le centre ville. L'accroissement de l'offre commerciale entraînera des conséquences lourdes. Premièrement, la disparition d'espaces verts et d'arbres de pleine terre. Deuxièmement, la possibilité de construire des bâtiments supplémentaires aux abords de la Place Charras mais également le long de la rue de l'Alma. Enfin, à l'intérieur du centre même, des espaces publics devraient être cédés au promoteur, non seulement des parkings mais également l'emplacement actuel du marché couvert qui serait ainsi déplacé et en plein air.

Une fois encore, un nouveau projet urbain est conduit en catimini et sans concertation avec les résidents, les commerçants et les Courbevoisiens alors qu'il impactera sur une longue durée le vivre ensemble du quartier du centre-ville. Cette opération est menée au seul profit d'un ou plusieurs promoteurs privés et au détriment de l'intérêt général.

Pour la concertation

Un autre projet est sans doute encore possible, l'augmentation de la grande surface peut être conduite sans destruction d'arbres, sans vente d'espaces publics et avec une réhabilitation de l'actuel marché couvert. Une concertation est nécessaire.

Notre groupe, à l'occasion des discussions sur le futur PLU, demande la prise en compte des souhaits des habitants directement ou indirectement concernés. Nous continuerons évidemment de vous informer des conséquences de ce projet pour qu'il soit porté en toute transparence à la connaissance de tous et permette l'instauration d'un vrai débat.

Crèches, Écoles & Loisirs

Ingrid
FASSHAUER



Conseillère municipale en charge de la
petite enfance et des solidarités

La mairie se désengage de la petite enfance à Courbevoile.

À Courbevoile, les 1600 places de crèches disponibles sont insuffisantes pour faire face aux besoins de la population. Ainsi 800 bébés sont sur liste d'attente, plongeant leurs parents dans l'embarras.

Courbevoile n'est pas la seule commune à faire face à ce problème, mais elle souffre plus que d'autres car elle n'a pas su anticiper. Pourtant, en multipliant la construction de nouveaux logements et notamment des logements destinés aux familles, cette augmentation des demandes de places en crèches était prévisible. Réagissant trop tard, la municipalité s'est trouvée confrontée à des problèmes de locaux et de recrutement de personnel et n'a alors trouvé d'autres solutions que de se désengager du secteur de la petite enfance pour faire appel au privé.

Des solutions inadaptées

Deux mesures ont en effet été mises en place : l'allocation municipale de mode de garde et la délégation de service public. La première est coûteuse (1,2 M d'euros par an) et ne correspond pas aux besoins des familles. Les parents qui en ont les moyens affrontent seuls les problèmes de recrutement d'une garde d'enfants qualifiée tandis que ceux qui n'en ont pas les moyens (car même avec l'aide de la municipalité, la garde d'enfants à domicile reste trop onéreuse pour de nombreuses familles), sont condamnés à trouver des solutions souvent

insatisfaisantes. En aucun cas une allocation ne peut remplacer l'ouverture de places de crèches.

La seconde mesure consiste à confier la gestion des crèches à une structure privée. C'est ainsi qu'à Courbevoile, les crèches des Galopins et du Petit Prince ont été déléguées au même prestataire privé : Babilou. Pour justifier cette solution, la municipalité a mis en avant la plus grande capacité des structures privées à recruter du personnel. On voit pourtant mal ce qui pourrait attirer du personnel qualifié vers le privé plutôt que vers le secteur public. La réalité a d'ailleurs malheureusement confirmé nos doutes. Dans les deux cas, les crèches connaissent un fort turnover et les promesses faites lors de l'appel d'offres en termes de qualification du personnel restent lettre morte.

Parfois, l'appel au privé ou au monde associatif est plus ancien, comme pour les 85 places des deux crèches de la Nouvelle Étoile. Mais là encore, la situation financière difficile de cette association laisse planer le doute sur la pérennité de ces places. Des solutions temporaires, coûteuses pour les finances de la ville ont été mises en place pour garantir ces places jusqu'à la fin de l'année mais il n'existe aucune visibilité pour l'avenir.

Nos propositions

Face à ce désengagement de la municipalité, nous nous sommes battus et nous continuerons à nous battre pour :

- une politique de recrutement et de fidélisation du personnel municipal des crèches : politique de primes, projet pédagogique motivant, formation et promotion professionnelle ;
- un contrôle strict des conditions d'accueil des enfants dans les crèches sous délégation de service public ;
- la construction de nouvelles crèches ;
- la transparence pour l'attribution des places de crèches.

Un RAM à Courbevoile : le combat des assistantes maternelles !

Lors du conseil municipal du 4 mars, à l'occasion du débat d'orientation budgétaire, l'adjoint aux finances a annoncé l'ouverture prochaine d'un relais assistantes maternelles (RAM). Signe de précipitation, ce projet n'apparaissait pas dans le document écrit transmis aux conseillers municipaux juste avant le conseil. Et pourtant, l'ouverture d'un tel relais est réclamée depuis plusieurs années par les 300 assistantes maternelles de la ville qui se sont réellement battues pour ce projet. Rencontrant Mme Leventic et M Kossowski à maintes reprises, fortes d'une pétition de 140 signatures, elles se

sont d'abord vu invoquer un manque de locaux disponibles puis, ayant fait plusieurs propositions, un manque de budget pour payer le loyer. Nous avons évoqué ce sujet lors du conseil municipal du 25 juin 2008 et nous avons nous aussi reçu une réponse des plus évasives.

Le RAM, lieu de rencontre pour les assistantes maternelles et lieu d'éveil pour les enfants gardés semblait ne pas faire partie des priorités de la municipalité.

Lorsque la députée UMP Nadine Morano est venue dans notre ville en décembre pour présenter son plan petite enfance, elle a vanté les avantages d'un tel lieu. Personne ne l'avait visiblement informée que Courbevoile était l'une des rares villes des Hauts-de-Seine à ne pas avoir de relais. Sentant sans doute que sa position était intenable, la municipalité a enfin décidé d'agir. Nous demandons maintenant que les assistantes maternelles soient associées à la réalisation de ce projet.

Laure
JACQUET-
KABACOFF



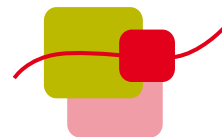
Conseillère municipale
en charge de la culture

La cité des loisirs : un projet inadapté aujourd'hui en suspens

La cité des loisirs était un axe central du programme du candidat Kossowski. Le groupe *Une autre ambition pour Courbevoile* a toujours dénoncé ce projet. Parce que son calibrage ne correspond pas aux besoins de la ville et de ses manifestations (les salles de conférences prévues sont trop grandes, les petites salles utiles aux associations sont rares). Parce qu'aucune complémentarité n'a été envisagée avec l'espace Carpeaux. Parce le site, mal desservi, ne pourra pas facilement attirer un public venu d'autres communes. Parce que le lieu, trop éloigné des espaces hôteliers de notre ville et de La Défense, ne pourra pas bénéficier de la clientèle de séminaires.

Enfin et surtout, parce que le budget prévisionnel de fonctionnement de la Cité des loisirs, qui sera inévitablement supporté par les Courbevoisiens, n'était pas crédible. Heureusement, le dossier a finalement été suspendu, et une étude d'opportunité a été commandée par le maire. Il n'est jamais trop tard pour bien faire. Mais peut-être aurait-il fallu commencer par le commencement ?





Places en crèches, vie des assistantes maternelles, qualité de la cantine scolaire... Vos élus de gauche suivent les dossiers qui concernent directement votre vie quotidienne, et relaient vos préoccupations.

Cécile BOUCHERIE



Conseillère municipale en charge des affaires scolaires & de la jeunesse

Cantine : nos propositions partiellement entendues

Nous avons participé aux réunions de travail pour améliorer la restauration scolaire à Courbevoie.

Plusieurs de nos propositions pour améliorer les repas des élèves ont abouti. Comme nous l'avons demandé, un diététicien sera enfin présent à la commission menu de la caisse des écoles. En effet, cette absence et le manque de contrôle qui en découlait était particulièrement choquants

Nous avons également demandé qu'un plat de substitution soit servi les jours où il y a du porc en plat de résistance. Malgré l'opposition historique de Jacques Kossowski, cette proposition a été acceptée du bout des lèvres par Mme Limoge, maire-adjointe aux affaires scolaires.

Cette proposition est bénéfique pour tous les enfants de Courbevoie, quelle que soit leur confession, puisqu'elle permettra une plus grande diversité de repas pour tous.

Nous espérons sa mise en place à la prochaine rentrée scolaire et nous serons vigilants pour que cette promesse en commission soit effective.

Enfin, nous réclamons à l'instar de nombreuses communes, une part de produits bio dans les menus. Les choix financiers de la ville le permettront-ils ?



Quotient familial : enfin à Courbevoie !

En 1983 déjà, les élus de gauche demandaient l'application d'un quotient familial pour les tarifs de la restauration scolaire. Il aura donc fallu attendre 25 ans pour qu'il voie enfin le jour à Courbevoie, grâce à nos demandes répétées et au soutien des associations de parents d'élèves.

Nous nous félicitons de cette avancée vers une plus grande justice sociale. Cependant, nous restons vigilants sur les grilles des tarifs qui restent souvent excessifs.

Nous attendons maintenant l'application du quotient familial aux activités périscolaires. Les tarifs de ces services restent très élevés pour beaucoup de familles, et ne tiennent toujours pas compte de leurs revenus.



abcde

Plan lecture : une promesse non tenable du candidat Kossowski

Rappelez-vous du programme municipal du candidat Jacques Kossowski. L'une de ses quatre priorités était le «plan lecture», qui devait permettre «100 % de réussite à la lecture à la fin de l'école primaire» à Courbevoie. Au bout d'un an de mandat, il semble que le «plan lecture» du maire n'avance pas vite... et pour cause : ce n'est pas du tout de la compétence de la municipalité, mais celle de l'Éducation Nationale ! Il est vrai que M. Darcos, en supprimant massivement des postes d'enseignants, n'aide pas à atteindre l'objectif que notre député-maire s'est fixé !

À y regarder de plus près, le plan lecture se résume à rehausser les crédits pour que nos écoles maternelles et élémentaires disposent des livres dont elles ont besoin ! Ce ne sera pas du luxe quand on sait que la municipalité débourse pour l'achat des livres et des fournitures scolaires 31 euros par an et par enfant actuellement ! Insuffisant pour assurer la promesse faite aux électeurs.

Travaux dans les écoles : À quand une vraie évaluation des besoins ?

Nous réclamons sans relâche et depuis le début de ce mandat que des travaux importants soient effectués dans les écoles. Il s'agit pour nous, tout à la fois de rénover en profondeur les écoles qui en ont besoin, et de planifier ces dépenses pour éviter la gabegie !

Pour l'instant, nous constatons de menus travaux un peu partout (il faut faire plaisir à tout le monde) mais aucun plan de rénovation pluriannuel concernant les travaux d'isolation phonique et thermique, le chauffage, la plomberie ou les huisseries. À cette demande récurrente de notre groupe «Une autre Ambition pour Courbevoie», le maire a nommé une Conseillère Municipale qui a pour mission de faire remonter les demandes de travaux des écoles vers la mairie....

En attendant les jeunes enfants de l'école Alphonse Daudet subissent 70 000 véhicules par jour devant leur école qui borde la D7 et font classe dans des bâtiments provisoires qui ont plus de 30 ans !

Combien de temps encore les enfants du bas de Bécon vont ils subir cela ?

Démocratie, Accessibilité & Solidarités

La démocratie locale, la transparence, le contrôle démocratique par les représentants élus, la participation des habitants-citoyens sont des valeurs que nous souhaitons développer à Courbevoie à chacune de nos interventions. Le combat pour soutenir les plus fragiles d'entre nous guide également notre action.

CONSEILS DE QUARTIERS : LA DÉMOCRATIE LOCALE À MINIMA

Depuis le 1er janvier 2009, Courbevoie a l'obligation de mettre en place des Conseils de quartier. C'est désormais chose faite ... mais à minima. Les réunions sont à huis clos, les représentants sont désignés par les élus, les conseils sont étroitement contrôlés par l'équipe municipale et ils ne sont pas pour l'instant des lieux de débat...

Notre groupe avait proposé une charte alternative, proposant des actions participatives, incluant les associations, les commerçants, les habitants sans distinction d'âge, de sexe ou de nationalité, uniquement mus par l'intérêt commun. Ces amendements ont été rejetés.

Nous persistons à penser que ces conseils sont utiles pour toutes les affaires qui touchent votre quotidien, votre rue, votre square, votre parc, vos commerces, vos moyens de transports. Notre voix à l'intérieur de ces conseils est le relais naturel de vos remarques, de vos propositions.

CONSEILLERS DE QUARTIERS «UNE AUTRE AMBITION POUR COURBEVOIE»

BÉCON : Cécile Boucherie / Ourdia Farge / Christian Mimiague

GAMBETTA : Anthony Klein / Patrice Charron / Danielle Betzy

HÔTEL DE VILLE : Jean André Lasserre / Jean-Olivier Serra

FAUBOURG DE L'ARCHE : Joëlle Paris / Jacky Dubaele

MARCEAU - RÉPUBLIQUE : Daniel Suisse / Frédéric Perruchot

Contactez-les par mail sur ambitioncourbevoie@gmail.com ou par courrier à l'adresse indiquée en page 8.

Joëlle
PARIS



Conseillère municipale en charge de l'écologie urbaine

Notre contribution citoyenne aux Enquêtes Publiques (EP)

Notre rôle d'élu, dans la continuité de nos actions citoyennes précédant notre mandat, consiste aussi à participer aux enquêtes publiques qui se succèdent sur le territoire de notre commune.

Dans un premier temps, il s'agit d'aller en mairie prendre connaissance des dossiers décrivant le projet soumis à EP (projet d'urbanisme ou industriel suffisamment conséquent pour justifier de cette procédure).

Il n'est pas toujours aisé pour le citoyen de s'attaquer sur place, pendant les horaires de bureaux impartis, à la lecture de plusieurs gros dossiers truffés de termes techniques. Pourtant il le faut... Le commissaire enquêteur (nommé par la Préfecture) tient une permanence quelques demi-journées et peut aider le visiteur à se repérer dans les dossiers. Le plus important est titré « étude d'impact ».



Il faut ensuite rédiger votre avis sur le cahier prévu à cet effet. Le commissaire devra en tenir compte pour rendre son verdict (qui n'est que consultatif) favorable ou défavorable au projet. C'est là toute la limite démocratique de cet outil, que nous jugeons néanmoins important d'utiliser.

En 2008 nous avons ainsi contribué aux EP suivantes, concernant majoritairement la Défense : Tours Aéro réfrigérantes (zone d'activité EnergyParc), Tour Phare (projet de Puteaux impactant considérablement le territoire de Courbevoie), Tour Générali, tour Carpe Diem, Tour Ava, Berges de Seine... Retrouvez nos contributions sur le blog d'une autre ambition pour Courbevoie.

Ingrid
FASSHAUER

Conseillère municipale en charge des solidarités

Le centre d'accueil des Sans Abris fermé

Prenant comme prétexte le projet de la cité des loisirs et la fermeture du bâtiment du stade pour travaux, la municipalité a purement et simplement supprimé le foyer d'accueil pour les sans domiciles fixes. Contrairement aux autres associations ayant des locaux dans ce bâtiment, cette structure d'accueil n'a pas été transférée dans d'autres locaux. À l'heure où le projet de la cité des loisirs est supprimé ou tout au moins gelé, aucune mesure n'a été annoncée concernant ce foyer.

Devant nos questions, la municipalité a d'abord nié le problème: il y aurait des capacités d'accueil suffisantes dans les communes limitrophes puis, devant l'évidence que tel n'était pas le cas, nous a assuré que les SDF « courbevoisiens » étaient pris en charge par la ville. Le problème est que, par définition, un SDF n'est pas davantage courbevoisien que parisien ou putéolien. Des solutions d'hébergement à l'hôtel sont insuffisantes devant un problème de paupérisation général. Dans ces conditions, il est inconcevable qu'une ville de la taille et de la richesse de Courbevoie se désengage. Nous demandons donc que la ville travaille en partenariat avec les associations concernées pour ouvrir au plus vite un foyer d'accueil dans notre ville.

Daniel
SUISSE



Conseiller municipal en charge
des sports et de la prévention

Pour la transparence dans l'attribution des subventions

Depuis plusieurs années, nous réclamons des contrats avec les associations qui bénéficient d'aides importantes de la part de la municipalité.

Objectifs, moyens, résultats, mesures, bénéfiques pour les habitants, nombre de personnes concernées, ces contrats permettent d'encadrer des subventions qui atteignent parfois plusieurs milliers d'euros. Ces conventions sont utiles dans le cadre de la nécessaire transparence de l'utilisation de l'argent public. Il ne s'agit nullement de mettre en doute le travail important, l'implication des bénévoles et le travail de terrain des personnes qui oeuvrent dans ces associations mais au contraire de les accompagner positivement dans leur action, en conditionnant les financements publics à des actions d'intérêt général. Ce type de convention aurait par exemple pu alerter en amont sur les dérives du SFOC (club de natation) qui présente une dette de 90 000 Euros en 2008, dette due à des ambitions olympiques surdimensionnées. Depuis début 2009, et sur notre insistance, ces conventions entre la ville et les associations commencent à être mises en place. Elles sont perfectibles, par exemple sur la question de l'accès des handicapés aux activités sportives, mais elles sont une première étape bienvenue dans la transparence des subventions aux associations.

SUBVENTIONS POUR LES ASSOCIATIONS, DEUX EXEMPLES :

Deux exemples montrent le caractère inique de la politique associative que nous dénonçons : les Restos du cœur ou encore AIDES, subvention : 500 € chacune. Le SFOC, club de natation disposant déjà d'une subvention, perd un sponsor par suite d'une politique contestable, c'est 90 000 € alloués royalement par la majorité.

Cécile
BOUCHERIE

Conseillère municipale en charge des
affaires scolaires & de la jeunesse

P articiper à la caisse des écoles

La Caisse des écoles est une structure de Courbevoie qui dispose d'un des budgets les plus importants de la ville (subvention de 2 962 000 € en 2009). Cependant, son contrôle échappe totalement au conseil municipal. L'opposition n'y est pas représentée et même pour les parents d'élèves, y accéder est un véritable parcours du combattant. Pourtant, l'action de la caisse des écoles touche vos enfants et votre quotidien. Nos demandes répétées d'y participer n'ont pour l'instant pas rencontré le succès, mais nous poursuivons ces demandes afin de pouvoir vous informer d'une part importante de l'action municipale.

Stéphane
LENOËL



Conseiller municipal en charge des finances,
des commerces & de la vie économique

Notre travail sur le budget : des erreurs évitées, des pratiques étonnantes mises à jour

Sur les questions budgétaires, les marchés publics et les questions de développement économique et commercial, l'action du groupe sur l'année écoulée a été de comprendre, analyser, et donner son point de vue sur ces sujets souvent frappés d'un alibi technique qui met un écriteau : circulez, y a rien à voir.

Et pourtant, il y en a à voir, car le budget c'est la traduction financière des orientations politiques, qui donne le la de l'action publique.

Nous avons mené une analyse financière des comptes passés pour connaître la santé budgétaire de la ville, comprendre les forces et les faiblesses.

Ce que nous y avons vu, c'est une gestion sans direction bien précise, sans ambition, mais qui joue sur l'affichage politique sans réalisation ensuite, sur les contresens, voir sur l'utilisation de l'impôt sans justification.

Deux exemples résumeront assez bien le travail effectué :

- **La cité des loisirs : un désastre évité.** Ce dossier présentait des incohérences, sans débat aucun, c'est un investissement de plus de 50 millions d'euros qui était prévu. Un élément nous chagrinait, aucune étude sérieuse n'avait été menée, sans étude d'opportunité ni étude des coûts induits par le fonctionnement de cet équipement. Nous en avons fait un cheval de bataille, pensant que ce projet en l'état serait un risque pour la commune. La municipalité nous a entendus, stoppant le projet et lançant enfin une étude préalable.

- **L'utilisation des excédents et leur formation : l'inexplicable magot.** L'analyse conduite l'année dernière avait montré que la municipalité minorait ses prévisions de recettes et surévaluait ses prévisions de dépenses. Ainsi un petit magot se constituait, un tas d'or improductif (une commune ne peut pas placer son argent). Dans le budget 2009, il semble que les prévisions sont un peu plus sincères que les années précédentes, même si le magot a encore grossi en 2008 et que les impôts ont été malgré tout augmentés sans contrepartie de services. Il semblerait que le maire et son équipe se constituent des réserves au cas où, de manière à ne pas avoir à augmenter les impôts le moment venu, et ainsi avoir à se justifier. Ceci est plus que contestable : les impôts sans contrepartie, c'est comme si on prélevait indûment par anticipation des frais sur un compte en banque.

Certaines de nos propositions sont ainsi reprises par la municipalité.

Marchés publics

La participation au sein de la commission d'appel d'offres permet d'étudier les attributions de marché en donnant notre point de vue, sur un achat responsable, équitable et soucieux de préserver l'environnement, avec des résultats non négligeables.

Développement économique et commercial

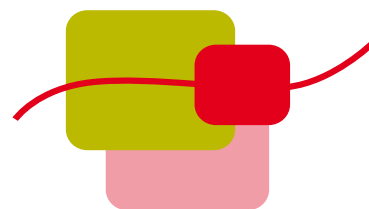
Ce dernier point est celui sur lequel nous commençons à travailler plus en profondeur sur le dernier trimestre, à partir du diagnostic que nous avons fait. L'étude conjointe avec le Plan local d'urbanisme permettra de le mettre en relief.

Une autre ambition pour Courbevoie



L'ÉCOLOGIE
Les Verts

PCF
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



Affaires scolaires & Jeunesse

Cécile Boucherie
en équipe avec
Ourdia Farge



Jean André LASSERRE

Présidence du groupe & Démocratie locale
en équipe avec Jacques Dubaële

Les huit élus du groupe Une autre ambition pour Courbevoie, soutenu par le Parti Socialiste, les Verts, le Parti Communiste Français et des acteurs de la vie locale sont aux côtés des Courbevoisiens durant tout le mandat.

Vous pouvez compter sur nous pour être à votre écoute et veiller à ce que vos préoccupations soient prises en compte. N'hésitez jamais à nous contacter. Chaque jour, avec vous !

Logement & Urbanisme

Anthony Klein
en équipe avec
Isabelle Cissé-Tresson
et Patrice Charron



Petite enfance, santé & solidarité

Ingrid Fasshauer
en équipe avec
Danielle Betzy et
Jean-Olivier Serra



Finances, commerce & vie économique

Stéphane Lenoël
en équipe avec
Christian Mimiague
& Zia Sanehy



Écologie urbaine & Mobilité

Joëlle Paris
en équipe avec
Christophe Lapasin



Sport & Prévention

Daniel Suisse
en équipe avec
Frédéric Perruchot



Culture & Loisirs

Laure Jacquet-Kabacoff
en équipe avec
Frédéric Perruchot

Conseillers techniques:

Jean-Michel Rollet
Ancien Maire de Pontoise
Philippe Roche
Ancien conseiller municipal
de Courbevoie

Coordination:

Elie Chancrogne

ambition.courbevoie@gmail.com
Nouveau téléphone : 06 73 70 44 45
BP 98 - 92 405 Courbevoie Cedex

CONSEILS MUNICIPAUX : LES FOLLES NUITS DE COURBEVOIE

Au cours de cette première année de mandature, les conseillers municipaux ont vécu d'intenses débats politiques ... entre 3 et 5 heures du matin. Difficile dans ces conditions pour les habitants de suivre les dossiers qui les touchent. Présents aux conseils municipaux, en commissions, dans les groupes de travail, les 8 conseillers d'« une autre ambition pour Courbevoie » et leurs équipes sont donc des relais naturels pour recueillir l'information d'une part, la transmettre d'autre part.

L'actualité dans notre ville ne se limite pas à
l'information officielle du Courbevoie Magazine

Consultez le blog de l'opposition de gauche:
www.uneautreambitionpourcourbevoie.fr